

Ne rangez pas trop vite vos casseroles !

Le **service public de la petite enfance**
semble mal parti.



par

Patrick BEN SOUSSAN

pédopsychiatre



C'est en 2005 qu'est évoqué pour la première fois, dans le Rapport de la commission « familles, vulnérabilité, pauvreté » présidée par Martin Hirsch, en sa résolution n°4, la création d'un service public de l'accueil des jeunes enfants.

Le titre du rapport était déjà en soi un défi : *Au possible nous sommes tenus*. Depuis nous avons pourtant eu confirmation que l'impossible était français.

Vous souvenez-vous de *Pas de bébés à la consigne*, le titre de cette pétition nationale diffusée au printemps 2009, qui portait sur les conditions d'accueil des jeunes enfants. Le collectif qui en était à l'initiative réunissait des syndicats, des organisations professionnelles, des mouvements d'idées, des associations, ... Il continue aujourd'hui encore, à se mobiliser pour développer un accueil de qualité des tout petits et dénoncer les conditions actuelles dans les modes d'accueil. Près de 15 ans de militance, de mobilisations, de manifestations, de communiqués, de pétitions, de réunions, ... et un combat qui se poursuit face à des gouvernements qui font la sourde oreille et restent largement inactifs, hormis quelques mesures.

Vous souvenez-vous du Rapport Giampino sur *le développement de l'enfant, les modes d'accueil et la formation des professionnels*, remis en 2016, au terme d'une année de concertations et de réflexion collective et qui présentait une analyse pointue des enjeux du développement et de l'épanouissement des très jeunes enfants, mais aussi des propositions quant aux modes d'accueil et à la formation des profession-

nels. Vous souvenez-vous du texte-cadre national pour l'accueil du jeune enfant qui en fut une bien juste interprétation et des dix grands principes énoncés par la charte d'accueil des jeunes enfants, publiée en 2017. Allez j'ose rappeler ici les 2 derniers principes dont le Ministère posait qu'ils constituaient, comme les 8 autres, « un engagement sur les valeurs défendues par la France pour l'accueil de la petite enfance » :

9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues et avec d'autres intervenants

10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

Vous souvenez-vous des promesses de certains candidats à l'élection présidentielle, en 2017, en 2022 ? Vous souvenez-vous de l'été 2022 et de cette émotion ? Vous souvenez-vous des dizaines de pages de témoignages que l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) a relayées dans le cadre de son rapport baptisé « Qualité de l'accueil et prévention de la maltraitance dans les crèches », paru le 11 avril 2023 : des dizaines de témoignages de mauvais traitements individuels, mais aussi institutionnels, qui découlent de problèmes systémiques décortiqués par les inspecteurs qui décrivent une situation d'accueil « très

disparate » dans les crèches, un secteur où se côtoient le meilleur et le pire. Au côté de crèches «de grande qualité, portées par une réflexion pédagogique approfondie», on trouve aussi « des établissements de qualité très dégradée », ce qui peut entraîner « des carences dans la sécurisation affective et dans l'éveil » des tout-petits.

Dès le lendemain, BFMTV diffusait une enquête de son magazine de reportages *Ligne rouge* titrée «Crèches, nos enfants en danger» : une journaliste sans diplôme ni expérience se fait recruter par une crèche privée et, sur les 8 jours de son immersion, filmée en caméra cachée, elle dresse un constat alarmant sur les conditions d'accueil des enfants. Le même jour, le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, dénonce sur le plateau de France 2 :

« On paye pour 40 ans, 50 ans (...) au cours desquels ces métiers étaient des métiers, il faut le dire, qui étaient quasi exclusivement féminisés et donc insuffisamment valorisés. C'était une erreur historique. (...) Dans tous les métiers du soin, on constate la même chose: une perte d'attractivité des métiers, parfois une perte de sens, et donc un manque de personnel (...) qui crée les conditions pour que la bienveillance ne soit pas toujours au rendez-vous ».

« Une erreur historique » ...
Rappelez-vous ce terme.

Pourtant l'histoire pour parler comme Olivier Véran, elle n'est pas vraiment nouvelle, n'est-ce pas, depuis des années et des années, tant

de voix ont dénoncé cette réalité : les petits enfants d'aujourd'hui pourraient reprendre en cœur la ritournelle de Dutronc : « Mais qui se soucie de nous, pas vous ». Je vous en rappelle comme hymne à la casserole à laquelle je vous engage ce court extrait :

« On vous a écoutés on vous a regardés / On vous a supportés on vous a clamés / On vous a acclamés on vous a réclamés / On peut plus vous respirer.»

Voilà pourquoi, mardi 6 juin, j'ai ressorti la vieille casserole en étain de ma grand-mère, déjà passablement cabossée après la mobilisation du 6 octobre dernier et je suis allé dans la rue avec les professionnels de la petite enfance qui répondaient à l'appel du collectif *Pas de bébés à la consigne*.

Parce que ce qu'a dit l'Igas en fait, ce n'est rien d'autre que ce que toutes et tous nous répétons depuis des lustres. Tiens ne trouvez-vous pas quelques ressemblances entre les 39 recommandations du rapport de l'Igas et les 20 propositions pour une véritable réforme des modes d'accueil adressées aux candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives de 2022 par le collectif *Pas de bébés à la consigne*. Ne trouvez-vous pas quelques ressemblances entre ces 39 recommandations et les propositions du Comité de filière Petite Enfance, présidée par Elisabeth Laithier et mis en place fin 2021, avec pour objectif de pallier à court terme la pénurie de professionnels de l'accueil du jeune enfant et

d'améliorer l'attractivité des métiers de la petite enfance sur les plans de la rémunération et du parcours de carrière ? Ne trouvez-vous pas quelques ressemblances entre ces 39 recommandations et les propositions du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, installé depuis fin 2016 et présidé par Sylviane Giampino ? Avec les travaux du Conseil économique, social et environnemental (CESE), en particulier dans son avis de la fin mars 2022 *Vers un service public d'accueil de la petite enfance*, après saisine du Premier ministre ? Avec les positions de l'ACEPP (Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels), du SNPPE (Syndicat national des professionnels de la petite enfance), ... ?

Je continue ? Non ! Car qui a répondu aux cris d'alarme lancés depuis dix ans, depuis vingt ans. Qui a écouté les propositions faites par tous ceux qui étaient engagés dans les réflexions et pratiques autour de l'accueil de la petite enfance ? Qui attend désespérément de connaître le plan d'actions que proposerait le gouvernement, son calendrier et ses conditions de mise en œuvre, notamment les moyens mobilisés, pour y contribuer ?

Nous tous et toutes, vous, moi, les enfants bien sûr, les familles, les équipes d'accueil, toutes et tous nous poirotions depuis des lustres. Et le fait est là : nous acceptons de poiroteur.

Jusqu'à quand ? D'autres morts comme à Lyon l'été dernier ? D'autres burn-out de professionnels, éreintés ? D'autres rapports ? D'autres émissions télé effrayantes ?

Nous avons dénoncé, lutté, manifesté, proposé. Et nous sommes atterrés de voir nos pires cauchemars se réaliser en matière d'accueil de la petite enfance. Nous sommes fatigués des conditions dans lesquels nous accomplissons notre travail au quotidien. Nous sommes révoltés face à l'aggravation écoeurante de cette situation.

Et si en 2023 nos vœux devenaient réalité ?

Selon la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), il manquait en juillet 2022 près de 10 000 professionnels en crèche, juste pour satisfaire au taux d'encadrement légal. Le 6 juillet 2022, dans son discours de politique générale devant le Parlement, la Première ministre, Elisabeth Borne, en plein brouhaha, promettait : « Mon gouvernement souhaite bâtir, avec les collectivités, un véritable service public de la petite enfance. ... Il permettra d'offrir les 200 000 places d'accueil manquantes » .

Vous souvenez-vous de cette promesse de campagne d'Emmanuel Macron, créer « 200 000 solutions supplémentaires » d'accueil des tout-petits d'ici 2027 ?

Nous voudrions tant y croire. Tout nous pousse à douter ... Quand et comment seront donc formés les 100 000 professionnels supplémentaires nécessaires ? Cette promesse pourra-t-elle vraiment être tenue ? Car qu'est-ce qui entraîne un sous-effectif chronique et de fait un épuisement des professionnels en poste, n'est-ce pas le manque d'attractivité des métiers de la petite enfance, l'absence de considération à leur égard, leur sous-valorisation tant

sociétale que salariale – les salaires de ces branches ne sont-ils pas scandaleusement bas ? En vérité, le sujet n'est pas économique, ni sanitaire, ni réglementaire. Il est de part en part sociétal, donc politique. Le rôle du politique dans cette affaire est essentiel et décisif : il est de tout changer, de trouver une manière de faire complètement différente. De rendre au petit âge sa place et sa dignité.

Car l'angle mort demeure, et il est terrible : pourquoi acceptons-nous depuis si longtemps cette occultation de la petite enfance ? Pourquoi avons-nous accepté la relégation des plus petits et nous sommes-nous résolus à faire du début de vie de nombre d'entre eux un cauchemar ? Le scandale récent des crèches est le scandale d'une économie tout entière, d'une façon de gagner de l'argent sur le dos de la vulnérabilité et de l'absence de choix, mais aussi sur le dos de la lâcheté et de la démission.

L'Igas appelait dans son rapport à un « changement culturel » au sein du secteur. Tout est dit !

Et en guise de révolution culturelle, voilà Mme Borne, notre première ministre qui, à l'occasion d'un déplacement à Angers, dévoile, jeudi 1er juin, les contours de ce futur « service public de la petite enfance », tant attendu et espéré par toutes et tous.

Mais Madame Borne parle chiffre, d'emblée et surtout : elle s'engage à créer 100 000 places d'accueil d'ici à 2027, et 200 000 d'ici à 2030...

N'avons-nous pas déjà entendu cette ritournelle l'an dernier et même avant dans les promesses de cam-

pagne d'E. Macron ? Ils vont nous la refaire tous les ans ? Et s'il faut compter, comment va-t-elle recruter les 10 000 professionnels nécessaires à cette création de places, à ajouter aux 10 000 déjà manquants dans le secteur ? « Plus de places, plus de personnels, plus de qualité » qu'elle assure notre première ministre. Mais quand donc que les annonces vont cesser, quand donc que des actes, vrais, vont être posés ? « Il y a urgence à agir » continue Elisabeth Borne. C'est ainsi qu'on traite les urgences en Macronie ? Quelles propositions à la suite des préconisations du rapport IGAS, pour un accueil de qualité, une meilleure reconnaissance de ces métiers de l'accueil, rappelez-vous « l'erreur historique », quid de la nécessaire revalorisation salariale et du socle métier ?

Rien, ou des « concertations en cours » ...

« Ça ne va pas comme ça / Changez tout changez tout / Votre monde ne tient pas debout / Changez tout / Changez tout » , chante Michel Jonasz.

Chantez et casserolez haut et fort pour les bébés et les petits enfants d'aujourd'hui. Ils ont besoin de vous.

Patrick BEN SOUSSAN,
pédopsychiatre
Marseille, le 6 juin 2023

